

## INSTRUCTION

N° 10-001-K1-V33 du 22 janvier 2010

NOR : BCF Z 10 00009 J

### DÉLÉGATIONS DE SIGNATURE DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA CAISSE DES DÉPÔTS

#### ANALYSE

Délégation de signature du Directeur général de la Caisse des Dépôts aux Comptables du Trésor  
en application des articles L. 518-14 et R. 518-24 du Code monétaire et financier

Date d'application : 23/11/2009

#### MOTS-CLÉS

DÉLÉGATION DE SIGNATURE ; CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS ; DIRECTEUR

#### DOCUMENTS À ANNOTER

Néant

#### DOCUMENTS À ABROGER

Néant

#### DESTINATAIRES POUR APPLICATION

RGP	TPG	DOM	TGAP	TGE	RF	T	COM	DSF	DRFIP	DDFIP		

*DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES*

*Sous-direction de la gestion comptable et financière des collectivités locales*

*Bureau CL-1C*

## **LISTE DES ANNEXES**

ANNEXE : Mandat du Directeur des services bancaires de la Caisse des Dépôts du 23 novembre 2009 .....	4
--	---

Le Directeur général de la Caisse des Dépôts et Consignations fait appel aux comptables du Trésor, en leur qualité de préposés, pour effectuer dans les départements les opérations de recettes et de dépenses relatives à la clientèle de l'Établissement, conformément aux dispositions de l'article L. 518-14 et l'article R. 518-24 du Code monétaire et financier.

Une convention de partenariat a été conclue le 15 juin 2006 entre la Direction générale de la Comptabilité publique et la Caisse des Dépôts. Cette convention prévoit que le *«directeur général de la Caisse des Dépôts donne aux trésoriers-payeurs généraux, par mandat, les délégations nécessaires à l'exercice des missions qui leur sont confiées dans le cadre de cette convention »*.

Pour les directions régionales et les directions départementales des Finances publiques (DRFiP et DDFiP), les missions de préposés de la Caisse des Dépôts sont prévues à l'article 2 du décret n° 2009-707 du 16 juin 2009. L'article 8 de ce même décret prévoit que les missions précédemment attribuées aux trésoriers-payeurs généraux sont exercées par les administrateurs des Finances publiques, placés à la tête des directions locales des Finances publiques (DRFiP ou DDFiP).

Dans le cas des départements où le trésorier-payeur général quitte ses fonctions (préfiguration des directions locales uniques, départ à la retraite, ...) il est demandé à la trésorerie générale de bien vouloir porter à la connaissance du bureau CL1C le nom du gérant intérimaire qui sera nommé pour assurer l'intérim afin qu'il obtienne rapidement une délégation de signature de la Caisse des Dépôts.

La présente instruction a pour objet de porter à la connaissance des Comptables le mandat du Directeur des services bancaires de la Caisse des Dépôts en date du 23 novembre 2009 s'appuyant sur les dispositions précitées.

LE CHEF DU SERVICE DES COLLECTIVITÉS LOCALES

FRÉDÉRIC IANNUCCI

ANNEXE : Mandat du Directeur des services bancaires de la Caisse des Dépôts  
du 23 novembre 2009.



**Direction Bancaire**

**M a n d a t**

**EXPOSE**

Le Directeur général de la Caisse des dépôts et consignations fait appel aux comptables du Trésor (services déconcentrés de la Direction générale des finances publiques), en leur qualité de préposés, pour effectuer, dans les départements, les opérations de recettes et de dépenses relatives à la clientèle de l'Établissement, conformément aux dispositions de l'article L.518-14 du Code monétaire et financier.

A cet effet, dans le cadre de ce partenariat, une convention a été conclue le 15 juin 2006, entre la Direction Générale de la Comptabilité Publique du Ministère de l'Économie des Finances et de l'Industrie et la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette convention prévoit que *"le directeur général de la Caisse des Dépôts donne aux Trésoriers-payeurs généraux, par mandat, les délégations nécessaires à l'exercice des missions qui leur sont confiées dans le cadre de cette convention"*.

Depuis le décret n°2008-310 du 3 avril 2008, la Direction générale des finances publiques au sein du Ministère du budget, des comptes publics et de la fonction publique (fusion de la direction générale des impôts et de la direction générale de la comptabilité publique) assure ce partenariat avec la Caisse des Dépôts.

## ANNEXE (suite)

A titre transitoire, le décret n°2008-309 du 3 avril 2008, dans son article 1<sup>er</sup>, prévoit que les services déconcentrés de la Direction générale des finances publiques, créée par le décret n°2008-310 du 3 avril 2008, sont constitués des services déconcentrés de la Direction générale de la Comptabilité publique constituant le réseau du Trésor public. Les Trésoriers-payeurs généraux sont à ce titre les préposés de la Caisse des Dépôts et reçoivent délégation de signature du Directeur général de la Caisse des Dépôts.

Le décret n°2009-707 du 16 juin 2009 prévoit l'organisation et les missions des services déconcentrés de la Direction générale des finances publiques lorsque les directions locales sont devenues des directions régionales ou départementales des finances publiques (DRFiP ou DDFiP). Ainsi, les missions de préposés de la Caisse des Dépôts sont prévues à l'article 2. L'article 8 dispose que les administrateurs des finances publiques, placés à la tête des DRFiP ou DDFiP, exercent les compétences précédemment attribuées aux Trésoriers-payeurs généraux.

Conformément à ces nouvelles dispositions, le Directeur général de la Caisse des Dépôts donne, également, aux directeurs départementaux des finances publiques et aux directeurs régionaux des finances publiques, par mandat, les délégations nécessaires à l'exercice des missions prévues dans le cadre de la convention.

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :**

Monsieur Pierre Ducret, Directeur en charge de la Direction Bancaire de la Caisse des Dépôts, agissant en vertu de la délégation de signature qui lui a été consentie par Monsieur Augustin de Romanet, Directeur général de la Caisse des Dépôts, par arrêté en date du 28 mars 2007, portant délégation de signature, paru au Journal officiel de la République française du 31 mars 2007, donne mandat, avec faculté de substituer, à :

*MARTINE VIALLET, Trésorière-payeuse générale du département de l'AIN,*

*DOMINIQUE DEMANGEL, Trésorière-payeuse générale du département de l'AISNE,*

*CHRISTIAN SIBERT, Trésorier-payeur général du département de l'ALLIER,*

*ANNIE BOYER, en charge de la gestion intérimaire de la Trésorerie générale du département des ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE,*

*JEAN-PIERRE MAZARS, Trésorier-payeur général du département des HAUTES-ALPES,*

*BERNARD PEICLIER, Directeur départemental des finances publiques des ALPES-MARITIMES,*

*YVES FAUQUEUR, Trésorier-payeur général du département de L'ARDÈCHE,*

## ANNEXE (suite)

*ALAIN THOMAS, Trésorier-payeur général du département des ARDENNES*  
*PASCAL COEVOET, Trésorier-payeur général du département de l'ARIEGE,*  
*GUY KLEIN, en charge de la gestion intérimaire de la Trésorerie générale de l'AUBE,*  
*PATRICK PETIT, en charge de la gestion intérimaire de la Trésorerie générale de l'AUDE,*  
*ALBERT SOUCHON, Trésorier-payeur général du département de l'AVEYRON,*  
*PATRICK GATIN, Trésorier-payeur général du département des BOUCHES DU RHÔNE,*  
*FRANCOIS BERGÈS, Trésorier-payeur général du département du CALVADOS,*  
*JEAN-LUC DEMAY, Trésorier-payeur général du département du CANTAL,*  
*MARCEAU TIRLOIR, Trésorier-payeur général du département de la CHARENTE,*  
*FRÉDÉRIC BAIL, en charge de la gestion intérimaire de la Trésorerie générale de la CHARENTE-MARITIME,*  
*PIERRE-MARIE DUVAL, Trésorier-payeur général du département du CHER,*  
*CHRISTIAN DE BOISDEFFRE, Trésorier-payeur général du département de la CORRÈZE,*  
*GISÈLE RECOR, Directrice régionale des finances publiques de Bourgogne et du département de la CÔTE-D'OR,*  
*JEAN-YVES RAUDE, Trésorier-payeur général du département des CÔTES-D'ARMOR,*  
*DANIÈLE MOUGINOT-DE-BLASI, Trésorière-payeuse générale du département de la CREUSE,*  
*LUC VALADE, Trésorier-payeur général du département de la DORDOGNE,*  
*MAX MARTINEU, Trésorier-payeur général du département du DOUBS,*  
*JACQUES CHARLET, Trésorier-payeur général du département de la DRÔME,*  
*OLLIVIER GLOUX, Trésorier-payeur général du département de l'EURE,*  
*ISABELLE MARTEL, Trésorière-payeuse générale du département de l'EURE-ET-LOIR,*  
*GILLES MONNERIE, Trésorier-payeur général du département du FINISTÈRE,*  
*ALBERT AGUILERA, Trésorier-payeur général du département de la CORSE-DU-SUD,*  
*CHRISTIAN GUICHETEAU, Trésorier-payeur général du département de la HAUTE-CORSE,*  
*ALAIN WEIL, Trésorier-payeur général du département du GARD,*  
*HERVÉ LE FLOC'H-LOUBOUTIN, Directeur régional des finances publiques de Midi-Pyrénées et du département de la HAUTE-GARONNE,*  
*RICHARD SUTRA, Trésorier-payeur général du département du GERS,*  
*JEAN-DENIS de VOYER D'ARGENSON, Trésorier-payeur général du département de la GIRONDE,*  
*NADINE CHAUVIÈRE, Directrice régionale des finances publiques de Languedoc-Roussillon et du département de L'HÉRAULT,*

## ANNEXE (suite)

*JEAN-LOUIS ROBERT, Trésorier-payeur général du département de l'ILLE-ET-VILAINE,*  
*JACQUES BAZARD, Directeur départemental des finances publiques du département de l'INDRE,*  
*YVES TERRASSE, Trésorier-payeur général de l'INDRE-et-LOIRE,*  
*ALAIN BONEL, Trésorier-payeur général du département de L'ISÈRE,*  
*BERNARD CRESSOT, Trésorier-payeur général du département du JURA,*  
*MARIE-FRANÇOISE HAYE-GUILLAUD, Directrice départementale des finances publiques du département des LANDES,*  
*MARCEL MASMEJEAN, Trésorier-payeur général du département du LOIR-ET-CHER,*  
*JEAN-LOUIS JOURNET, Trésorier-payeur général du département de la LOIRE,*  
*CHRISTIAN PEYRE, Trésorier-payeur général du département de la HAUTE-LOIRE,*  
*JEAN-LOUP BENETON, Trésorier-payeur général du département de la LOIRE-ATLANTIQUE,*  
*JEAN-LOUIS BÜHL, en charge de la gestion intérimaire de la Trésorerie générale pour l'Étranger,*  
*CLAUDE BOURMAUD, Trésorier-payeur général du département du LOIRET,*  
*FRANÇOIS LEONARD, Trésorier-payeur général du département du LOT,*  
*CLAUDE PELLERIN, Trésorier-payeur général du département du LOT-ET-GARONNE,*  
*HENRI RODIER, Trésorier-payeur général du département de la LOZÈRE,*  
*JEAN-PAUL MARTIN, Trésorier-payeur général du département du MAINE-ET-LOIRE,*  
*BERNARD ROUX, Trésorier-payeur général du département de la MANCHE,*  
*DENIS DAHAN, Directeur régional des finances publiques de Champagne-Ardenne et du département de la MARNE,*  
*PHILIPPE LERAY, Trésorier-payeur général du département de la HAUTE-MARNE,*  
*CHARLES-HENRI ROULLEAUX DUGAGE, Trésorier-payeur général du département de la MAYENNE,*  
*JEAN-MARIE ZIMMERMANN, en charge de la gestion intérimaire de la Trésorerie générale du département de la MEURTHE-ET-MOSELLE,*  
*PATRICK NAERT, Directeur départemental des finances publiques de la MEUSE,*  
*GÉRARD BOURIANE, Trésorier-payeur général du département du MORBIHAN,*  
*JACQUES PERREAULT, Trésorier-payeur général du département de la MOSELLE,*  
*PASCAL BRESSON, Trésorier-payeur général du département de la NIÈVRE,*  
*CLAUDE REISMAN, Directrice régionale des finances publiques du Nord-Pas-de-Calais et du département du NORD,*  
*JEAN-PIERRE PERY, Trésorier-payeur général du département de l'OISE,*  
*ALAIN THÉBAULT, Directeur départemental des finances publiques de l'ORNE,*  
*JACQUES CARRÉ, Directeur départemental des finances publiques du PAS-DE-CALAIS,*  
*PHILIPPE JOUFFRET, en charge de la gestion intérimaire du département du PUY-DE-DÔME,*

## ANNEXE (suite)

*CLAUDINE FRITSCH, Trésorière-payeuse générale du département des PYRÉNÉES-ATLANTIQUES,*  
*LOUIS DUCAMP, Trésorier-payeur général du département des HAUTES-PYRÉNÉES,*  
*JEAN-PAUL MÉTOIS, Directeur départemental des finances publiques des PYRÉNÉES-ORIENTALES,*  
*PHILIPPE RIQUER, Trésorier-payeur général du département du BAS-RHIN,*  
*HERVÉ GROSSKOPF, Trésorier-payeur général du département du HAUT-RHIN,*  
*PAUL-HENRY WATINE, Trésorier-payeur général du département du RHÔNE,*  
*BERNARD RICHTER, Trésorier-payeur général du département de la HAUTE-SAÔNE,*  
*ALAIN GUILLOUËT, Trésorier-payeur général du département de la SAÔNE-ET-LOIRE,*  
*JEAN-MARC TEULIÈRES, Trésorier-payeur général du département de la SARTHE,*  
*ROBERT MOLAND, Trésorier-payeur général du département de la SAVOIE,*  
*LAURENT DE JEKHOWSKY, Trésorier-payeur général du département de la HAUTE-SAVOIE,*  
*JEAN-PIERRE CONRIÉ, Receveur général des Finances de la Recette générale des Finances de PARIS,*  
*MICHEL MAFFI, Trésorier-payeur général de l'ASSISTANCE PUBLIQUE HOPITAUX DE PARIS,*  
*MICHEL LE CLAINCHE, Directeur régional des finances publiques de Haute-Normandie et du*  
*département de la SEINE-MARITIME,*  
*PIERRE-LOUIS MARIEL, Trésorier-payeur général du département de la SEINE-ET-MARNE,*  
*MICHEL COLIN, Trésorier-payeur général du département des YVELINES,*  
*DANIEL DUBRET, Directeur départemental des finances publiques des DEUX-SÈVRES,*  
*JEAN-MICHEL GOBBO, Directeur régional des finances publiques de Picardie et du département de la*  
*SOMME,*  
*GÉRARD GANTOU, Trésorier-payeur général du département du TARN,*  
*GÉRARD POGGIOLI, Trésorier-payeur général du département du TARN-ET-GARONNE,*  
*GEORGES CONSOLO, Trésorier-payeur général du département du VAR,*  
*BERNARD BONNAFY, Trésorier-payeur général du département du VAUCLUSE,*  
*THIERRY MOUGIN, en charge de la gestion intérimaire de la Trésorerie générale de la VENDÉE,*  
*ROBERT MONNIAUX, Trésorier-payeur général du département de la VIENNE,*  
*JEAN-PAUL CORDEAU, Trésorier-payeur général du département de la HAUTE-VIENNE,*  
*MARYSE DEVAUX, Directrice départementale des finances publiques des VOSGES,*  
*MICHEL LAFON, Trésorier-payeur général du département de l'YONNE,*  
*FRÉDÉRIC LERMINIAUX, en charge de la gestion intérimaire de la Trésorerie générale du*  
*département du TERRITOIRE-DE-BELFORT,*  
*ANNICK DUMONT, Directrice départementale des finances publiques de l'ESSONNE,*  
*JEAN-LOUIS BOURGEON, Directeur départemental des finances publiques du département des*  
*HAUTS-DE-SEINE,*  
*JEAN-FRANÇOIS STOLL, Trésorier-payeur général du département de la SEINE-SAINT-DENIS,*



## ANNEXE (suite)

*BERTRAND DE GALLE, Directeur départemental des finances publiques du VAL-DE-MARNE,*

*MICHEL MALLIEU-LASSUS, Trésorier-payeur général du département du VAL-D'OISE,*

*ISABELLE MAUBRÉ-TURPIN, en charge de la gestion intérimaire de la Trésorerie générale de la GUADELOUPE,*

*GÉRARD HILAIRE, Trésorier-payeur général du département de la MARTINIQUE,*

*MARC HOAREAU, Trésorier-payeur général du département de LA RÉUNION,*

*DIDIER RAVON, Directeur départemental des finances publiques de la GUYANE,*

*YANN POUJOL DE MOLLIENS, Trésorier-payeur général de la POLYNÉSIE FRANÇAISE,*

*JACQUES-ANDRÉ LESNARD, Trésorier-payeur général de la NOUVELLE-CALÉDONIE,*

*DOMINIQUE ALFONSI, en charge de la gestion intérimaire de la Trésorerie générale de MAYOTTE,*

*GISÈLE ROUX, en charge de la gestion intérimaire de la Trésorerie générale de SAINT-PIERRE ET MIQUELON.*

Agissant en leur qualité de préposés au nom et pour le compte de la Caisse des Dépôts dans les conditions suivantes :

**ARTICLE 2 :**

Les Trésoriers-payeurs généraux, les directeurs régionaux des finances publiques et les directeurs départementaux des finances publiques, mentionnés à l'article 1<sup>er</sup> du présent acte, ont pouvoir, en leur qualité de préposés de la Caisse des Dépôts, à l'effet de :

- 1 - accomplir, au nom et pour le compte de la Caisse des Dépôts, toutes les opérations bancaires et financières pour le compte des clients de la Caisse des Dépôts entrant dans le cadre des activités de la Direction Bancaire de la Caisse des Dépôts, notamment celles relevant de la tenue de compte, des engagements financiers et des consignations,
- 2 - accorder au nom et pour le compte de la Caisse des Dépôts les engagements financiers, dont la liste limitative figure en annexe, à l'exception des avenants aux contrats initiaux correspondants.

## ANNEXE (suite)

Pour les crédits qui sont accordés, les Trésoriers-payeurs généraux, les directeurs régionaux des finances publiques et les directeurs départementaux des finances publiques sont habilités pour un montant inférieur à 120 000 Euros conformément à la liste des engagements financiers figurant en annexe. Le Directeur de la Direction Bancaire procède à la mise à jour des montants concernés et de la liste des engagements financiers.

- 3 - signer tous actes, conventions, contrats sous seing privé ou sous la forme authentique, actes d'affectation hypothécaire, correspondances et autres pièces relevant de leurs attributions et plus généralement faire tout le nécessaire, notamment prendre toutes sûretés et garanties subséquentement aux décisions prises dans le cadre du présent mandat.

La signature des actes, conventions, contrats sous seing privé ou sous la forme authentique s'entend de la signature des documents contractuels faisant suite aux décisions du Trésorier-payeur général concerné, ainsi que ceux qui relèvent directement d'une décision de l'organe compétent de la Caisse des Dépôts, pour les types d'engagement financier mentionnés en annexe des présentes.

- 4 - établir les « chèques de banque » au nom et pour le compte de la Caisse des Dépôts.

- 5 - endosser des chèques établis au bénéfice de la Caisse des Dépôts.

## ARTICLE 3 :

La faculté de substituer ne pourra s'exercer qu'en cas d'absence ou d'empêchement des bénéficiaires du présent mandat, au profit des agents des finances publiques désignés par le Trésorier-payeur général, le directeur régional des finances publiques ou le directeur départemental des finances publiques, pour lesquels une délégation de signature devra être établie après en avoir informé le Directeur de la Direction Bancaire.

Les Trésoriers-payeurs généraux, les directeurs régionaux des finances publiques ou les directeurs départementaux des finances publiques bénéficiaires du présent mandat ont également la faculté, en cas d'absence ou d'empêchement, de donner délégation ponctuelle à un autre Trésorier-payeur général, directeur régional des finances publiques ou directeur départemental des finances publiques, dont le nom est mentionné dans la liste de l'article 1<sup>er</sup> ci-dessus. Cette délégation, dont le caractère est ponctuel, s'exercera dans le cadre d'une opération ou transaction spécifique.

**ANNEXE (suite)**

Le Trésorier-payeur général, le directeur régional des finances publiques ou le directeur départemental des finances publiques délégataire aura la faculté de se faire représenter par un délégataire dont le nom figure sur une liste de signataires habilités qui aura été préalablement communiquée au Directeur de la Direction Bancaire.

Les délégations données par le présent mandat s'exercent dans le cadre des procédures bancaires de la Caisse des Dépôts et dans le respect des règles relatives à la responsabilité des Trésoriers-payeurs généraux, des directeurs régionaux des finances publiques et des directeurs départementaux des finances publiques.

**ARTICLE 4 :**

La délégation prend effet à la date d'installation de chaque délégataire concerné fixée par décision du Directeur général des finances publiques au ministère du budget, des comptes publics, de la fonction publique et de la réforme de l'État.

Fait à PARIS, le 23 novembre 2009

Pierre DUCRET

Directeur des services bancaires

## ANNEXE (suite)



Direction Bancaire

**ANNEXE****Liste des engagements financiers entrant dans le cadre du mandat accordé aux Trésoriers Payeurs Généraux**

Le Trésorier payeur général ou Directeur départemental ou régional des finances publiques peut accorder au nom de la Caisse des Dépôts les prêts suivants, d'un montant inférieur à 120 000 Euros :

1) Pour les notaires

- prêts pour l'acquisition d'office individuel ou de parts de SCP ou d'actions de SEL (prêt principal d'installation cautionné par l'ANC, prêt complémentaire d'installation),
- prêt pour la création d'office ou la suppression d'office (cautionné par l'ANC),
- prêt pour l'acquisition, la construction ou l'aménagement de locaux professionnels ou mixtes,
- prêt pour l'acquisition de parts de SCI professionnelle,
- prêt pour l'équipement professionnel ou mixte (matériel, agencement de locaux, Etebac, véhicule),
- prêt relais immobilier professionnel ou mixte,

## ANNEXE (suite)

- prêt relais revente de parts de SCI professionnelle,
- prêt relais revente de parts de SCP professionnelle,
- prêt de trésorerie professionnelle,
- prêt étudiant.

2) Pour les administrateurs et mandataires judiciaires

- prêts pour l'acquisition d'office individuel ou de parts de SCP ou d'actions de SEL,
- prêt pour l'acquisition, la construction ou l'aménagement de locaux professionnels ou mixtes,
- prêt pour l'acquisition de parts de SCI professionnelle,
- prêt pour l'équipement professionnel ou mixte (matériel, agencement de locaux, Etebac, véhicule),
- prêt relais immobilier professionnel ou mixte,
- prêt relais revente de parts de SCI professionnelle,
- prêt relais revente de parts de SCP professionnelle,
- prêt de trésorerie professionnelle.

3) Pour les huissiers de justice

- prêts pour l'acquisition d'office individuel ou de parts de SCP ou d'actions de SEL,
- prêt pour l'acquisition, la construction ou l'aménagement de locaux professionnels ou mixtes,
- prêt pour l'acquisition de parts de SCI professionnelle,
- prêt pour l'équipement professionnel ou mixte (matériel, agencement de locaux, Etebac, véhicule, adhésion centre serveur),
- prêt relais immobilier professionnel ou mixte,
- prêt relais revente de parts de SCI professionnelle,
- prêt relais revente de parts de SCP professionnelle,
- prêt de trésorerie professionnelle.

## ANNEXE (suite et fin)

4) Pour les autres professions juridiques

- prêts pour l'acquisition d'office individuel ou de parts de SCP ou d'actions de SEL,
- prêt pour l'acquisition, la construction ou l'aménagement de locaux professionnels ou mixtes,
- prêt pour l'acquisition de parts de SCI professionnelle,
- prêt pour l'équipement professionnel ou mixte (matériel, agencement de locaux, véhicule, Etebac),
- prêt relais immobilier professionnel ou mixte,
- prêt relais revente de parts de SCI professionnelle,
- prêt relais revente de parts de SCP professionnelle,
- prêt de trésorerie professionnelle.

Le Trésorier payeur général ou Directeur départemental ou régional des finances publiques peut accorder au nom de la Caisse des Dépôts des autorisations de découvert à l'ensemble des clientèles à l'exception des SEM, dans les conditions suivantes selon le niveau de risque :

- Risque faible dans la limite de 25 KE,
- Risque moyen dans la limite de 15 KE,
- Risque élevé dans la limite de 5 KE.

La notion de risque est définie dans le guide des engagements de la Direction Bancaire.